



FÉDÉRATION DES SOCIÉTÉS DE FONCTIONNAIRES VAUDOIS

Monsieur
Pascal BROULIS
Président du CE et de la DCERH
DFIRE - Rue de la Paix 6
1014 Lausanne

Lausanne, 20 septembre 2007

NEGOCIATION DECFO-SYSREM

Monsieur le Président,
Madame et Messieurs les Conseillers d'Etat, membres de la DCERH,

Monsieur le Président,

Le 12 septembre dernier, le Comité central de la FSF - représentant ses 19 associations - s'est réuni en séance extraordinaire. Il a débattu des premiers éléments présentés par la DCERH aux faïtières syndicales lors des deux séances inaugurales tenues sur le dossier DECFO-SYSREM.

Plus particulièrement, le comité a étudié l'ensemble des documents contenus dans votre envoi du 31 août dernier et pris connaissance des échanges tenus, notamment, dans la séance du 4 septembre avec la DCERH.

Le Comité central a pris les déterminations suivantes, qu'il porte à la connaissance du Conseil d'Etat :

- **La FSF est déterminée à négocier avec la DCERH, tant la nouvelle classification que le système de rémunération qui l'accompagne.**
- **La FSF estime que seule la prise en compte des éléments déclinés ci-dessous peut permettre une négociation susceptible d'aboutir sur ce dossier, dans lequel elle sera un partenaire actif mais exigeant lors des prochaines rencontres avec la DCERH.**

I Appréciation de la méthode

La FSF souligne sa difficulté à apprécier l'ensemble du système (decfo + sysrem) en l'absence des résultats globaux définitifs produits par la méthode GFO.

En ce qui concerne les classifications des fonctions et la hauteur de leur rémunération, la FSF estime que l'arbitrage politique semble avoir été une des composantes majeures des propositions initiales du Conseil d'Etat.

Aussi, dans ce contexte insatisfaisant, et en dépit du fait que l'influence de la pondération et celle du barème de formation sur la méthode soient extrêmement ardues à apprécier, le Comité central vous communique l'appréciation suivante :

- La FSF déplore que 3 compétences (personnelle/sociale/à diriger et à conseiller) totalisent à elles seules 60 points pondérés, les conditions de travail ne cumulant que 12 points.
Le message de la DCERH est clair : la pénibilité du travail reste une portion congrue de l'appréciation des métiers de la fonction publique vaudoise.
Le Comité central de la FSF juge que cette approche confine au mépris de celles et ceux qui, jour après jour, garantissent la sécurité intérieure, la sécurité des établissements pénitentiaires, la sécurité des infrastructures routières, la sécurité des malades et la sécurité de nos enfants, souvent dans de pénibles circonstances.
- Pour le Comité central, la pondération proposée est donc insatisfaisante. Néanmoins, la FSF prend acte du fait que la pondération des critères ne sera pas négociée, en dépit des engagements écrits et maintes fois répétés de la DCERH/SPEV depuis l'automne 2006 à ce propos.
Par souci de paix et dans la perspective d'obtenir par la négociation de réelles avancées salariales pour les employés de l'Etat qui doivent en bénéficier, la FSF n'engagera pas de bataille sur la question de la pondération.
- Le document intitulé « Annexe 2-Barème de formation » a fait l'objet d'une résolution du Comité central.
La FSF souhaite que la notation attribuée au CFC soit l'objet d'une négociation.
L'ensemble de la classe politique et économique estime que le CFC doit retrouver ses lettres de noblesse. Il convient dès lors de mieux l'apprécier.

II Grille salariale

- La FSF estime que l'échelle des salaires, le nombre de classes, la durée de la progression salariale ainsi que le système des annuités constituent le coeur de la négociation.
Elle juge à ce stade que les propositions de la DCERH sont péjorantes pour l'ensemble des employés de l'Etat.
- En ce qui concerne la *basculé des employés engagés avant le 31 décembre 2007*, la FSF considère qu'une négociation devra s'engager sur la procédure à suivre concernant l'adaptation des salaires des employés actuels de l'Etat. Il s'agira notamment de déterminer ce qui est défini par "le salaire nominal garanti", et la manière dont seront revalorisés les salaires eu égard à la nouvelle classification.

III Entrée en vigueur du nouveau système

- La FSF souhaite voir aboutir la démarche au 1^{er} janvier 2008, date buttoir.

Au cas où, pour diverses raisons, cette revalorisation serait mise en oeuvre plus tardivement, il conviendra d'en prévoir l'effet rétroactif au 1^{er} janvier 2008.

IV Coût de la revalorisation

La FSF estime que la proposition de départ du CE, chiffrée à 20 millions par la DCRH, soit 1% de la masse salariale est singulièrement insuffisante, notamment au regard des efforts consentis par la fonction publique depuis plus de dix ans.

La hauteur de ce coût est un élément premier de la négociation.

V Organe de recours

- Un organe de recours devra être mis en oeuvre et opérationnel dès le 1^{er} janvier 2008.

Par ailleurs, il est important pour la FSF de clarifier sa position au cas où le round de négociations qui s'engage devait ne pas aboutir ou n'aboutir que partiellement.

L'objectif premier de la FSF reste la mise en oeuvre, au 1er janvier 2008, des revalorisations salariales justes et nécessaires des fonctions "oubliées". Cette revendication concerne notamment les enseignants généralistes, les aides de police et les agents pénitentiaires et les cantonniers.

Au titre des relations loyales que nous tenons à maintenir avec la DCERH, nous tenons à vous informer que la FSF tiendra un point de presse le 25 septembre prochain à l'issue de cette première séance de négociations.

Nous vous remercions d'ores et déjà de l'attention que vous porterez à ce courrier et nous vous prions, Monsieur le Président, Madame et Messieurs les Conseillers d'Etat, membres de la DCERH, de croire en l'expression de notre respectueuse considération.

Pour le Bureau Exécutif de la FSF

Pour les négociateurs

Yves Froidevaux

Jacques Daniélou Béatrice Métraux

Copies à :
SPEV/Me. F. Grund
SUD, SSP